Réponse du Conseil administratif à l'interpellation écrite du 6 février 2019 de M. Simon Brandt: «Accueil de participants à des manifestations sportives dans les abris PCi».

TEXTE DE L'INTERPELLATION

Pour faire suite à une question orale à laquelle il m'a été répondu qu'une solution serait trouvée au problème cité en titre, je reviens maintenant avec une interpellation écrite afin que me soient détaillées les mesures que compte prendre le Conseil administratif sur ce dossier.

Alors que des participants à des événements sportifs locaux, souvent en provenance de l'étranger, pouvaient jusqu'alors être logés dans des abris PCi durant un week-end, une récente décision du Conseil administratif a mis fin à cette pratique et a ainsi causé des problèmes à de nombreuses manifestations sportives locales.

Si l'on peut comprendre que les abris de Richemont et des Vollandes soient mis à la disposition du Service social de la Ville de Genève toute l'année – d'octobre à mi-novembre pour des travaux préparatoires, de mi-novembre à fin mars pour les sans-abris, d'avril à juin pour la Croix-Rouge, de juillet à septembre pour des travaux d'entretien et de rénovation –, il n'est cependant pas compréhensible qu'aucune solution de rechange n'ait été prévue, par exemple via l'ouverture temporaire d'autres abris PCi.

Je voudrais donc obtenir réponse aux questionnements suivants:

- est-ce que le Conseil administratif compte ouvrir d'autres abris PCi afin de pouvoir à nouveau accueillir des participants à des événements sportifs locaux?
- Sinon, que compte-t-il faire afin de trouver une solution à cette situation?

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

L'interpellation soulève plusieurs aspects, mis en évidence en italique, auxquels le Conseil administratif répond de la manière suivante.

Utilisation étrangère à la protection civile d'ouvrages de protection

En préambule, il convient de préciser que les ouvrages de protection sont conçus en priorité pour la protection de la population et pour garantir l'état de préparation des moyens en cas de conflit armé. Ces ouvrages sont des constructions standardisées. Ils ne sont pas équipés d'installations d'alarme ni de détecteurs d'incendie, ni de voies d'évacuation et de sauvetage appropriées car le principe

est qu'en cas d'évènement les ouvrages sont exploités par une organisation et du personnel formé.

Cela dit, il est vrai que par le passé la Ville de Genève a souvent répondu aux besoins de nombreuses associations en mettant à leur disposition ses constructions protection civile (PCi). Cela était alors possible, étant donné que les prescriptions de sécurité, notamment les exigences de protection incendie, étaient moins strictes et que le personnel formé à l'exploitation des constructions était beaucoup plus nombreux. Or, en 2015, l'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI) a émis de nouvelles normes et prescriptions.

Désormais, l'utilisation des ouvrages de protection à des fins civiles est soumise à des normes et prescriptions très strictes. A ce titre, il convient de préciser qu'en sus des exigences de protection incendie, les normes AEAJ 2015 exigent une présence de personnel formé.

Mise à disposition du Service social pour l'hébergement des personnes sans abri

Comme mentionné dans l'interpellation, les constructions de Richemont et des Vollandes, mais aussi celle de Pâquis-Centre pour le Plan grand froid, sont mises à la disposition du Service social pour l'hébergement des sans-abris.

Il faut savoir que la mise aux normes de ces constructions a nécessité d'importants travaux, effectués en accord avec l'autorité cantonale, afin de pouvoir accueillir les sans-abris. Si une partie des travaux a pu être financée par les contributions de remplacement, le reste a été pris en charge par la Ville de Genève.

Les autres constructions PCi ne répondent actuellement pas aux normes. Par conséquent, pour des raisons évidentes de sécurité, la Ville ne peut les mettre à la disposition de participants à des manifestations sportives ou autres associations civiles.

Solution à trouver

Les contraintes susmentionnées, liées aux normes de sécurité AEAJ 2015 mais également au manque de personnel, ne permettent malheureusement pas d'envisager, à court terme, l'utilisation à des fins civiles d'autres constructions PCi, hormis celles mises à la disposition du Service social.

Au nom du Conseil administratif

Le secrétaire général ad interim:
Olivier-Georges Burri

Le conseiller administratif:
Guillaume Barazzone